

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1264

Artikel: La Suisse du vingt-et-unième siècle : le coup de baguette magique de Beat Kappeler
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025476>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le coup de baguette magique de Beat Kappeler

Ce n'est pas d'une révision de sa constitution que la Suisse a besoin, mais d'une nouvelle politique. Dans son récent pamphlet, Beat Kappeler ne fait pas dans le détail. Si plusieurs points de sa critique ne manquent pas de pertinence, ses propositions hardies tiennent peu compte de la réalité helvétique.

RÉFÉRENCE

Beat Kappeler, *Regieren statt revidieren. Eine Streitschrift wider die Verfassungsreform*, Weltwoche Verlag

(jd) Le pamphlet, c'est la loi du genre, n'est que noir et blanc, sans nuances. Les arguments et les faits au service de la cause défendue ne tolèrent pas de contrepoids. Dans un texte court et mordant, Kappeler démonte avec un visible plaisir le système politique helvétique. Ni les procédures démocratiques, ni les institutions, ni le fédéralisme ne trouvent grâce à ses yeux.

Certes notre démocratie est très développée si l'on entend par là la multiplicité des procédures ouvertes et sophistiquées qui permettent au plus grand nombre de dire son mot. Mais peut-on parler de démocratie quand une collectivité se révèle incapable de prendre rapidement des décisions claires? La démocratie directe, parce qu'elle se limite à l'expression brutale de l'acceptation ou du refus, ne débouche pas sur des solutions optimales, où chaque camp trouve son compte par négociation d'avantages réciproques. Un Conseil fédéral et des partis gouvernementaux sans programme et sans discipline favorisent l'incohérence politique et la lutte de chacun contre chacun, au sein du collège gouvernemental, entre l'exécutif et le Parlement, à l'intérieur même des partis et des groupes parlementaires. L'absence de juridiction constitutionnelle permet aux autorités de prendre des libertés avec le droit: démocratique?

La mort de l'Etat Nation

Le fédéralisme implique une division à l'extrême du territoire en cantons et communes. Cette proximité entre pouvoirs et citoyens, tant vantée, complique plutôt la vie de ces derniers. Des procédures complexes, interminables et opaques nourrissent une élite politique et administrative qui monopolise le pouvoir de décision et distribue les postes de responsabilité. Et voilà que, dans la perspective européenne, les cantons, ces «Etats d'opérette», se découvrent une vocation pour la politique étrangère. Et les villes à leur tour exigent reconnaissance et voix au chapitre, plus un secrétariat d'Etat. Ce fédéralisme rigide, hérité du passé, est facteur d'inégalité. La majorité des habitants, celle qui crée la richesse et le dynamisme du pays est dominée par des «populations rurales imprégnées de valeurs du néolithique paysan moyen».

Bref, le système politique helvétique avantage le statu quo, valorise les freins et stimule l'irresponsabilité.

Mais tout cela n'est pas bien grave, avoue Kappeler, puisque, sous la pression des innovations technologiques et de l'environnement international, l'importance de l'Etat décroît et la souveraineté s'érode: les lois, même en Suisse, reprennent toujours plus des normes établies au niveau européen voire mondial. L'Etat national est-il d'ailleurs encore indispensable? Et d'imaginer une Union européenne qui unifierait le droit, empêcherait les discriminations et harmoniserait certains domaines de la vie économique et sociale, et des collectivités locales autogérées, responsables de fournir les prestations de proximité. On aurait aimé en lire plus à ce sujet, car dans ce registre, l'analyse de Kappeler est fort intéressante.

Propositions peu convaincantes

Malheureusement, l'auteur quitte ce qu'il appelle l'utopie pour des considérations plus pratiques. Et de se lancer dans un jeu de Lego ma foi fort peu convaincant. Pour écarter les blocages institutionnels, prétend-il, il suffit de réformer les comportements:

- Un programme de gouvernement négocié par les fractions parlementaires.
- Lorsque le parlement ou le peuple désavoue le gouvernement sur un point important de ce programme, ce dernier démissionne. Nouvelle négociation, nouveau gouvernement.
- Sélection des candidats aux élections fédérales par les partis nationaux et sanctions sévères contre les indisciplinés.
- Interdiction du cumul des mandats électifs: le député fédéral doit se vouer complètement à sa tâche.

Ainsi, après le refus populaire de l'adhésion à l'EEE, le Conseil fédéral aurait dû démissionner et faire place aux adversaires de l'intégration. A ces derniers, la tâche de mener les négociations bilatérales et d'assumer l'isolement du pays.

Le texte de Kappeler met le doigt sur les nombreuses imperfections de notre régime politique. A ce titre il est stimulant. Mais à ne dénoncer que les zones d'ombre, il tourne à la caricature. A moins d'une crise grave ou d'une révolution, je ne crois pas qu'on puisse réformer les institutions à la hache. Quant à la modification des comportements que préconise Kappeler, on ne voit pas, dans la situation actuelle, ce qui contraindrait les partis à marcher sur leur ombre. ■